Cahier de doléances du chapitre de la cathédrale de Blois (Loir-et-Cher)

Cahier des doléances de l'église de Blois relativement à la prochaine tenue des États généraux du royaume.

Nous, dignitaires et chanoines de l'église cathédrale de Saint-Louis de Blois, les deux menses extraordinairement convoquées et capitulairement assemblées, le 13 mars 1789, pour la rédaction de nos cahiers de charges et doléances, avons autorisé nos députés à présenter à la chambre du Clergé de Blois ce qui suit :

1° Délibération par Ordre. Fermement attachés aux antiques principes de la monarchie qui a toujours reconnu trois Ordres distincts, indépendants les uns des autres et égaux en pouvoirs, nous sommons nos députés de manifester notre vœu que l'on opine aux États généraux par Ordre et non par tête. Cette forme de délibérations discutées dans les trois chambres sera bien plus mûre, bien plus approfondie et moins sujette à l'influence des grands, au torrent de l'éloquence et à l'abus du pouvoir arbitraire.

2° Exemptions des privilèges. Le droit de consentir librement l'impôt, de le répartir, de le recouvrer pour le verser directement dans les coffres du Roi, étant devenu commun à tous les citoyens, le Clergé n'aura plus lieu de réclamer des privilèges inhérents à la Nation, dans lesquels il s'était toujours maintenu et dont les autres Ordres s'étaient laissé dépouiller. Nous consentons à payer désormais, sans aucune distinction d'Ordres, toutes les impositions ordinaires et extraordinaires, tant pour la liquidation des dettes de l'État, dans lesquelles sont comprises celles du Clergé, que les dépenses courantes des départements, qui seront vues, visées et arrêtées par les États généraux.

3° États généraux. Le bien que l'on peut se promettre des États généraux ne sera permanent qu'autant qu'ils seront rapprochés et périodiques. Nous demandons que la tenue des États généraux ait lieu au moins tous les cinq ans ; que l'on y discute avec la plus grande attention les chapitres de recette et de dépense: que les ministres soient responsables des fonds qui seront affectés à leurs départements ; et qu'il ne sera jamais permis dans l'intervalle d'une assemblée nationale à l'autre d'asseoir aucun impôt direct, même en cas de guerre, sans assembler préalablement les États généraux.

4° Réduction de l'intérêt de la dette publique . Les intérêts de la dette de l'État étant proportionnés aux risques des créanciers de perdre leur capital ou de subir une réduction au gré des ministres des finances, nous demandons que, si la Nation devient le garant de la dette publique, l'intérêt en soit réduit au taux le plus modéré, et qu'il soit établi une caisse d'amortissement à laquelle il ne sera jamais permis de toucher, même dans les besoins les plus urgents de l'État, et ce jusqu'à l'extinction de la dette nationale.

5° Assemblées provinciales. Les députés des assemblées provinciales n'étant ni les mandataires, ni les représentants des peuples, nous invitons le Clergé de Blois de demander des États provinciaux à l'instar de ceux du Dauphiné, où tous les Ordres de l'État soient suffisamment représentés et dont les privilèges particuliers ne nuisent pas à la cause commune.

6° Domaines. L'édit de 1749 qui défend aux gens de main-morte d'acquérir ayant été suivi d'une foule d'arrêts du Conseil accordés à la requête des directeurs du domaine pour étendre leurs droits et gêner la propriété, nous demandons que toutes les causes relatives aux domaines soient jugées en première instance par les juges royaux et que la connaissance en soit ôtée aux commissaires départis ; qu'il soit permis aux gens de main-morte de faire des échanges entre eux sans être assujettis aux droits d'amortissement, et qu'ils puissent reconstruire leurs maisons de ville et de campagne sans être débiteurs d'un nouveau droit envers le domaine.

7° Maîtrises des eaux et forêts. Les maîtrises des eaux et forêts sont sagement établies pour empêcher la dégradation des forêts du royaume et empêcher les ecclésiastiques de détériorer leurs bois au préjudice de leurs bénéficiaires. Mais les droits perçus sur une partie si importante de leurs revenus, les formalités rigoureuses auxquelles on les assujettit, les procès sans nombre qu'on leur suscite, les frais de descente

des officiers de la maîtrise pour la délivrance de leurs coupes sont si considérables qu'une grande partie du produit est en pure perte pour le bénéficiaire et pour le bénéfice. En conséquence, nous demandons qu'il soit procédé à la réforme de pareils abus.

8° Tarif des droits de traite, d'aides, etc. Les règlements relatifs au fisc étant si compliqués que les personnes préposées pour percevoir les impôts peuvent tout au plus les connaître et se servir quelquefois de l'ignorance invincible des délinquants pour les contraindre à payer des amendes qu'on ne doit que lorsqu'on fraude la loi avec connaissance de cause, en attendant qu'on puisse supprimer tout à fait les droits d'aides, traite, gabelles et autres, nous demandons qu'il soit fait un code fiscal simple et précis qui sera imprimé et rendu portatif pour la commodité des citoyens, afin qu'ils puissent savoir ce qu'ils doivent et n'être pas assujettis à la perception d'un droit qui peut devenir arbitraire dans la main du collecteur.

9° Justice. Le droit de rendre la justice étant le premier appanage de la souveraineté, il importe aux justiciables d'y avoir recours quand on attaque leurs personnes ou leurs biens. Mais les procédures sont si longues, les frais de justice si ruineux, les formes si embrouillées, les menées des praticiens si détournées et si aggravantes pour le pauvre peuple qu'il semble que leur objet est plutôt de le dépouiller que de le maintenir dans ses droits. Nous espérons que ces considérations feront un article essentiel des remontrances du Clergé de Blois.

10° Conciles provinciaux. Les conciles provinciaux ayant été suspendus depuis un temps immémorial et leur tenue étant indispensable pour le maintien des mœurs et de la discipline ecclésiastique, nous demandons ardemment que, conformément à l'esprit du Concile de Trente (Sess. 24. chap. 2), il soit tenu tous les trois ans des conciles provinciaux, et chaque année un synode diocésain.

11° Portions congrues. La loi de 1786 pour l'augmentation des portions congrues ayant obligé beaucoup de décimateurs de faire aux curés l'abandon de leurs dîmes, ceux-ci ne retirant aucun avantage du nouveau supplément, ne faudrait-il pas autoriser les évêques de venir au secours des curés indigents par des unions de bénéfices simples, ou plutôt ne vaudrait-il pas mieux assurer dès à présent à tous les curés une portion de dîme ou biens fonds proportionnés à leurs besoins et à l'étendue de leurs paroisses, pour qu'ils ne soient plus dans la dépendance des décimateurs et qu'ils ne sollicitent plus un supplément de portion congrue lors du renchérissement des denrées occasionné par la progression du numéraire ?

12° Unions. Les unions de bénéfices éprouvent tant de difficultés de la part des cours souveraines que l'on ôte aux évêques la faculté de pourvoir aux établissements privilégiés, tels que les hôpitaux, les séminaires, les cures, et les chapitres des églises cathédrales. Nous supplions Sa Majesté de donner une loi qui facilite la dotation des corps ecclésiastiques reconnus nécessaires et qui réprime l'abus des unions qui tendraient à enrichir plutôt qu'à soulager lesdits établissements.

13° Déport. Plusieurs églises de France sont encore assujetties au droit de déport, usage condamné par les saints conciles de Baie et de Constance, en ce que les bénéfices-cures sont privés pendant plus d'un an de la présence de leurs véritables pasteurs et que les intérêts tant spirituels que temporels du bénéfice sont confiés à des mercenaires qui négligent le troupeau qui ne leur est confié que momentanément. La suppression d'un droit si odieux, en accordant toutefois une indemnité aux légitimes détenteurs, serait une époque mémorable du zèle du Clergé à extirper les différents abus qui se sont introduits et propagés dans son sein.

14° Casuel. S'il est un droit onéreux aux peuples et qui soit déjà proscrit par l'opinion, c'est le casuel pour l'administration des sacrements dont la dispensation doit être aussi gratuite que le ministère dont nous sommes honorés.

C'est en demandant une régénération entière au Clergé qu'il faut abolir tous les usages qui prêteraient aux ministres de la religion des vues humaines et intéressées.

15° Enfin, nous terminerons le cahier de nos doléances par des protestations contre le règlement du 24 janvier dernier concernant la convocation des États généraux. Sa Majesté annonce dans son préambule qu'elle veut que tous ses sujets soient appelés à concourir aux élections, et, néanmoins, elle semble avoir méconnu les droits et les prérogatives des dignitaires, des chanoines et des communautés tant séculières que régulières. Tous les gentilshommes sont assignés en particulier ou par affiches publiques à raison de leur fief ou par le droit de leur naissance. Pourquoi tous les ecclésiastiques ne seraient-ils pas traités à l'instar de la Noblesse, puisque ces deux Ordres jouissent des mêmes franchises ?

Tous les bénéficiers sont assignés : mais un dignitaire, un chanoine est-il moins bénéficiaire qu'un curé, qu'un prieur, qu'un chapelain, et leur titre ne leur donne-t-il pas la préséance dans les assemblées ecclésiastiques ? Pourquoi établit-on une différence entre l'ecclésiastique non bénéficiaire établi à la campagne et celui qui a son domicile à la ville ? Ces représentations sont si justes que nous sommes persuadés que le Roi y aura l'égard qu'elles méritent. Nous protestons donc contre l'article 10 de ce règlement qui règle que les chanoines n'auront aux assemblées d'élection qu'un député sur dix. Nous demandons à être réintégrés dans nos droits, à être assignés tous et chacun en particulier, et qu'il nous soit donné acte de notre protestation.

Fait et passé en chapitre à la pluralité des suffrages, aux dits jour et an que dessus.